



Appel d'offres restreint

Contrat-cadre de leasing opérationnel de véhicules de service du Parlement européen

Invitation à soumettre des candidatures

Parlement européen

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Marché public n° 06B10/2016/M002

<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=1738>

Objet du marché	3
Demande de participation	3
Conditions et critères d'accès	4
<i>Participation aux marchés européens</i>	
<i>Groupements d'opérateurs économiques</i>	
<i>Sous-traitance</i>	
<i>Exclusion des procédures de passation</i>	
<i>Critères de sélection</i>	
<i>Capacité légale et réglementaire</i>	
<i>Capacité économique et financière</i>	
<i>Capacité technique et professionnelle</i>	
Déroulement ultérieur de la procédure	7

Objet du marché

Le Parlement européen recherche des partenaires de financement pour l'accompagner dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique de flotte automobile, en assurant le leasing opérationnel et aidant à la gestion de la flotte par la mise à disposition d'outils adéquats.

La procédure de marché vise la conclusion d'un contrat-cadre multiple avec 3 sociétés de leasing, présentant les meilleures offres par leur rapport entre le prix global, déterminé en fonction de la flotte existante et tenant compte de différents scénarios de location, et la qualité du service. La pondération entre le prix et la qualité sera de 80 : 20.

Le contrat-cadre sera conclu pour une durée maximale de 4 ans et portera sur une flotte de 130 véhicules et minibus, acquise progressivement. Pour chaque commande, les 3 attributaires seront mis en concurrence sur une demande précise, tenant compte de l'état actuel du marché automobile européen, et en particulier des progrès des propulsions alternatives répondant au mieux au besoin de transport du Parlement européen et de ses Membres, s'inscrivant dans l'ambition environnementale de l'Institution.

A cet effet, le Parlement européen s'adresse à des sociétés de leasing opérationnel avec une expérience dans les services de flotte « grands comptes », capables de fournir un service de haute qualité en Belgique où les véhicules seront immatriculés.

Demande de participation

Vous pouvez poser vos questions éventuelles concernant la demande de participation et les critères d'exclusion et de sélection via la [plateforme eTendering](#) dont vous avez téléchargé ce document.

Lors de la demande de participation (candidature), il n'est pas nécessaire de présenter des solutions concrètes ou des offres de prix. Son but est d'identifier les sociétés ayant les capacités requises, auxquelles une invitation à soumettre une offre sera alors adressée.

Vous devez soumettre votre demande de participation au plus tard le **27/07/2016** en utilisant le Dossier de candidature téléchargé de eTendering, en respectant les modalités de transmission y énoncées.

Veuillez noter qu'il s'agit d'une procédure à délais raccourcis conformément à l'article 154 des Règles d'application du Règlement financier de l'UE, car l'urgence due aux délais nécessaires pour commander le premier lot de véhicules rend impraticable les délais réguliers.

Conditions et critères d'accès

Participation aux marchés européens

La participation à cette procédure d'appel d'offres est ouverte dans les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un État membre de l'Union européenne et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics leur donnant accès au marché objet de cet appel d'offres et dans les conditions prévues par cet accord.

Afin de déterminer votre admissibilité des soumissionnaires, ceux-ci devront indiquer, dans leur offre, l'État dans lequel ils ont leur siège ou sont domiciliés, et fournir un extrait récent du registre du commerce ou indiquer, le cas échéant, que cette information est gratuitement et publiquement accessible dans un registre officiel de leur pays d'établissement.

Groupements d'opérateurs économiques

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché. Cette exigence pourra être communiquée par le Parlement européen à tout moment de la procédure de passation du marché mais, dans tous les cas, avant la signature du contrat.

Les offres émanant de groupements d'opérateurs économiques doivent préciser le rôle, les compétences et l'expérience de chaque membre du groupe. La soumission de l'offre sera effectuée par les opérateurs économiques unis qui assument également leur responsabilité solidaire pour la soumission. Pour un groupement d'opérateurs économiques, la preuve de droit d'accès au marché (admissibilité), ainsi que les preuves relatives au respect des critères d'exclusion et de sélection seront fournies par chaque membre du groupement. En ce qui concerne les critères de sélection, le Parlement européen peut faire valoir les capacités des autres membres du groupement afin de déterminer si le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché. Dans ce cas, ces membres devront

produire un engagement par lequel ils mettent à la disposition des autres les moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. La demande de participation doit détailler, dans la mesure du possible, les activités assurées en sous-traitance. Pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du contrat, le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des soumissionnaires qu'ils fournissent des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis. Les soumissionnaires sont informés que les sous-traitants proposés ne peuvent pas être dans une des situations décrites dans les articles 106, 107 et 109 du règlement financier donnant lieu à l'exclusion à la participation d'un marché de l'Union européenne.

Exclusion des procédures de passation

Sont exclus des marchés européens les candidats qui se trouvent dans un des cas énumérés aux articles 106 et 107 du [Règlement financier de l'Union européenne](#).

Ces situations sont reprises dans la déclaration sur l'honneur faisant partie du Dossier de candidature. Les candidats doivent fournir les preuves énumérés dans celui-ci dans leur candidature. Cette exigence est motivée par l'incompatibilité des délais avec une demande ultérieure. Si pour des raisons objectives il n'est pas possible de se procurer toutes ces preuves avant la date limite, ce fait doit être indiqué et dûment justifié dans la candidature ; dans ce cas, les preuves restantes devront être présentées au plus tard avec l'offre.

Critères de sélection : capacité légale et réglementaire

Le candidat doit être inscrit au registre du commerce, avec l'objet social correspondant (leasing), et détenir toutes les autorisations et licences d'organisme financier ou de succursale d'organisme financier en Belgique, lorsque cela est requis.

Si cela ne résulte pas de l'extrait de registre du commerce, il doit présenter les preuves correspondantes.

Critères de sélection : capacité économique et financière

Le candidat doit avoir :

- un EBITDA positif dans les deux derniers exercices clos ;
- des fonds propres positifs à la fin des deux derniers exercices clos.

A cet effet, il doit présenter

- les comptes annuels de ces deux exercices.

Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document jugé approprié par le Parlement européen. Également, le candidat pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières de celui-ci. Le Parlement pourra, le cas échéant, exiger que le candidat et ces autres entités soient solidairement responsables de l'exécution du marché.

Critères de sélection : capacité technique et professionnelle

Le candidat doit :

- avoir une expérience sur le marché belge ou disposer de liens contractuels avec des partenaires en Belgique, lui permettant d'assurer une exécution satisfaisante du contrat, en proposant à la location des automobiles homologués en UE au choix du client, quelle qu'en soit la marque de fabrication (société de leasing opérationnel toutes marques) ;
- mettre actuellement en location une flotte d'au moins 1000 véhicules (dans tout l'Espace économique européen) dont au moins 2 contrats de flotte de 100 voitures minimum en leasing opérationnel ;
- assurer un service d'assistance 24h/24 directement ou via un partenaire d'assistance ;
- mettre à la disposition des clients un outil informatique de gestion de flotte, de monitoring et de reporting.

A cet effet, il doit présenter

- une plaquette de présentation de la société et des services aux clients ;
- une liste des références principales datant de moins de 3 ans, y compris les flottes de plus de 100 voitures en leasing opérationnel actuellement ;
- une déclaration du nombre de véhicules mis en location au 31/03/2016, avec répartition par pays si moins de 1000 véhicules sur la seule Belgique.

Le candidat pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas le Parlement européen a le droit de refuser la candidature s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités professionnelles

et/ou techniques de celui-ci. En tout cas, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

Si à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à la capacité du candidat à exécuter le marché, la candidature pourra être rejetée sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Déroulement ultérieur de la procédure

Tous les candidats ayant accès au marché, n'étant pas exclus de la procédure et remplissant les critères de sélection seront invités simultanément à soumettre une offre.

*Des séances d'information facultatives seront organisées, et les candidats invités auront l'occasion de demander des précisions le cas échéant, peu après l'envoi des invitations à soumissionner prévues pour la **semaine 31**. Il est recommandé de participer à cette séance d'information afin de poser les questions utiles.*

*L'invitation à soumissionner comprendra un cahier des charges précisant les niveaux minimum de service et un projet de contrat-cadre, ainsi qu'un bordereau de prix basé sur le parc automobile actuellement utilisé (en propriété ou par contractants) pour assurer les besoins en transport de personnes du Parlement européen. Le délai de soumission sera d'environ **10 à 12 jours calendrier**.*

Ce bordereau de prix permettra de comparer les offres et de fixer certains paramètres des commandes futures. (Il est toutefois entendu que les commandes réelles seront régies par la politique automobile du Parlement européen et que les commandes effectives pourront en différer, en particulier pour refléter l'évolution technologique et environnementale du marché automobile européen.)

Les offres seront ensuite évaluées selon les critères d'attribution qualitatifs de valeur ajoutée des offres :

- *Accompagnement du Parlement européen dans la gestion de la flotte, en termes d'outils informatiques, d'organisation et de services*
- *Facilité de maintenance des véhicules, en termes de flexibilité et de proximité*

Le contrat-cadre sera attribué aux 3 soumissionnaires présentant le meilleur rapport qualité / prix, pondérés à 20% et 80% respectivement.

Pour chaque commande, les 3 contractants seront remis en concurrence sur un cahier des charges précis (véhicule, paramètres de la location, services inclus dans le contrat). Ils conserveront en règle générale leur score qualitatif issu de l'appel d'offres, sauf si le Parlement européen décide de procéder à une réévaluation qualitative sur base de la performance réelle des contractants, selon les modalités du contrat-cadre.

Les premières livraisons de véhicules sont prévues pour janvier 2017.